

RAPPORT DU COMITE NATIONAL D'ORIENTATION ET DE SUIVI AU PARLEMENT SUR L'ACTIVITE 2016 DU SERVICE DE PILOTAGE DU DISPOSITIF DE SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUE

1. Introduction

La réussite du fonds de soutien créé par l'Etat en 2014 pour aider les collectivités et établissements publics locaux à se libérer de leurs emprunts structurés à risque peut être résumée en quelques chiffres :

- 5,6Mds€ d'en-cours d'emprunts à risque ont été refinancés ou, au minimum, ont fait l'objet d'une transaction civile entre l'emprunteur et la banque prêteuse : ce résultat surpasse de loin l'objectif initial assigné au fonds de soutien, qui était de 4Mds€ (cf. les documents budgétaires des LFI 2015 et 2016).
- 2 562 M€ d'aides ont été attribués à 578 collectivités pour la prise en charge en moyenne de la moitié des indemnités de remboursement anticipé dues au titre d'environ un millier de prêts. Fin 2016, 258,6M€ avaient été effectivement décaissés, le solde des aides restant à verser d'ici 2028.
- 96% des montants d'aides initialement proposés par le fonds de soutien aux communes de moins de 10 000 habitants ont été acceptés par les collectivités concernées.
- 96% des montants d'aides proposés par le fonds de soutien au titre de prêts indexés sur la parité EUR/CHF, les plus dégradés, dont le taux d'intérêt annuel pouvait dans certains cas dépasser 20%, ont été acceptés par leurs bénéficiaires potentiels.

Au-delà, le débat public relatif à ces emprunts a été progressivement apaisé et conduit avec sérénité au sein du Comité National d'Orientation et de Suivi (CNOS) sous l'égide successive de Jean Germain, dont on salue la mémoire, et de Claude Raynal.

Le sentiment qu'expriment publiquement une large majorité des bénéficiaires de nos aides au cours des débats intervenus au sein des assemblées délibérantes est celui du soulagement d'avoir enfin retrouvé une visibilité de moyen terme de leur situation financière et, partant, de leurs opportunités d'investissement.

Aujourd'hui, l'activité du fonds de soutien dans sa configuration présente, celle d'une équipe retraitée de haut niveau et dédiée à cette mission s'achève : l'ensemble des conventions d'aide avec les collectivités et établissements concernés avaient été signées au fil de l'année 2016 et une première annuité d'aides a été versée en 2016 en application de ces conventions à la totalité des bénéficiaires, à une poignée d'exceptions près. Le fonds de soutien poursuivra son activité jusqu'en 2028 dans une configuration différente : ses activités, nécessairement réduites, recentrées sur l'exécution des conventions d'aides signées entre l'Etat et les bénéficiaires, sont reprises en gestion par les services centraux de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Ce succès global, qui n'était pas acquis au départ, trouve ses origines dans une configuration de facteurs :

- L'existence à la base d'un accord politique entre l'Etat et les associations représentant les collectivités locales, formalisé dans le pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales du 16 juillet 2013, sur le principe de création et les principales modalités de fonctionnement d'un futur fonds de soutien : les termes de cet accord ont été strictement respectés.
- Une concertation réelle et productive au sein du CNOS. Cette structure de surveillance, qui prolongeait concrètement l'accord politique de principe rappelé ci-dessus a été consultée, au-delà même des compétences qui lui avaient été allouées par les textes, sur les principaux paramètres du dispositif. A titre d'illustration, la pondération entre les différents critères cités par le décret à retenir pour l'attribution des aides a été effectivement arbitrée par la CNOS.
- L'objectivité reconnue du dispositif financier d'intervention, qui n'a fait l'objet d'aucune critique.
- La réactivité dont il a été fait preuve pour doubler le montant du fonds de soutien. Dans le mois qui a suivi la réévaluation du franc suisse, l'Etat a annoncé le rehaussement de 1,5Md€ à 3Mds€ du montant du fonds ce qui a permis de compenser dans tous les cas au moins 90% de l'impact de ce mouvement monétaire sur le coût de sortie des emprunts concernés. La doctrine d'emploi du fonds de soutien, notamment l'ajustement de son barème d'intervention aux nouvelles conditions de marché, a été présenté et voté en CNOS dans la foulée. Il n'a pas été nécessaire de décaler la date limite de dépôt des demandes d'aide initialement fixée.
- Une organisation efficace associant :
 - o La mise en place dans une structure ad-hoc constituée en service à compétence nationale (SCN), doté d'un programme budgétaire dédié, d'une équipe restreinte de forte compétence disposant d'une délégation d'action très large, dans le cadre légal initialement défini, de la part des ministres de tutelle.
 - o La mobilisation de l'Etat déconcentré en département: l'organisation du dispositif de traitement des dossiers prévoyait qu'une large part de l'instruction des dossiers soit déléguée aux préfetures et aux services départementaux des finances publiques, offrant ainsi aux bénéficiaires potentiels du fonds de soutien un interlocuteur de proximité et aux équipes du fonds à Paris un relais sur lequel s'appuyer pour promouvoir le fonds puis informer les bénéficiaires au fil des différentes étapes de l'instruction.

2. Chronologie du dispositif

- 16/07/2013 : Conclusion du pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales prévoyant la mise en place d' « une solution pérenne et globale au problème des emprunts structurés les plus sensibles, contractés dans le passé par de nombreuses collectivités locales ».
- 01/01/2014 : Entrée en application de la loi de finances pour 2014 (article 92 I) prévoyant la mise en place d'un fonds de soutien doté de 100M€ de crédits annuels pour une durée de 15 ans.
- 16/07/2014 : Décret créant le service à compétence nationale dénommé « Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque »
- 24/07/2014 : Décision du Conseil Constitutionnel validant la loi relative à la sécurisation des contrats de prêts structurés souscrits par les personnes morales de droit public (loi dite « de validation »)
- 28/08/2014 : Décret relatif à l'encadrement des conditions d'emprunts des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services départementaux d'incendie et de secours : pris en application de la loi bancaire ce texte interdit définitivement aux collectivités tout recours à des prêts structurés à risque.
- 22/10/2014 : Nomination de Régis Baudoin dans les fonctions de directeur du service
- 22/11/2014 : Ouverture du dispositif : premiers dépôts de demandes d'aides
- 15/01/2015 : Interruption brutale par la Banque National de Suisse de sa politique de maintien de la valeur du CHF à 1,20€. Le cours du CHF se stabilise autour d'une nouvelle valeur de l'ordre d'1,05€. Les intérêts annuels dus au titre de prêts indexés sur la parité EUR/CHF passent d'une moyenne de 12% à une moyenne de 22%.
- 24/02/2015 : Annonce par Mme Lebranchu et M. Eckert d'un doublement du fonds de soutien (de 1,5 à 3 Mds€) et de la contribution des banques à ce fonds.
- 02/04/2015 : Adoption par le CNOS des principes d'intervention du fonds de soutien et d'un nouveau barème d'intervention révisé suite à la réévaluation du CHF.

- 08/04/2015 : Mise en ligne d'un simulateur permettant aux bénéficiaires potentiels du fonds d'apprécier le montant d'aide proposé par l'Etat au titre de chacun des prêts à risque éligibles dont ils sont contractants.
- 30/04/2015 : date limite de dépôt des demandes d'aides en préfecture : fermeture du dispositif : 676 collectivités et établissements ont déposé des demandes pour 1163 prêts (représentant environ 80% des déposants disposant de prêts éligibles).
- 15/09/2015 : Début des notifications de propositions d'aides
- 02/2016 : Premières signatures de conventions d'aides
- 02/05/2016 : Achèvement des notifications de propositions d'aides : des propositions d'aides individualisées ont été finalisées à 672 collectivités et établissements au titre de 1156 prêts distincts.
- 12/2016 : Achèvement des signatures de conventions : les préfets ou représentants de l'Etat ont signé avec les représentants des bénéficiaires des conventions organisant l'attribution de 2,56Md€ d'aides concernant 997 prêts contractés par 578 collectivités ou établissements locaux.
- 31/12/2016 : l'Etat avait versé aux différents bénéficiaires du fonds de soutien depuis sa création 258,6M€.

3. Description du dispositif

En promettant son intervention financière, le fonds de soutien visait à encourager les collectivités et établissements publics locaux ayant contacté des emprunts structurés à risque à engager des discussions avec les banques prêteuses en vue de leur remboursement anticipé.

Le fonds facilitait cette négociation en proposant de prendre à sa charge une part, connue à l'avance, de l'indemnité que la collectivité devra verser en cas de remboursement anticipé (IRA). Le taux de cette prise en charge était calculé pour chaque prêt en fonction :

- d'une part des caractéristiques du prêt concerné, principalement du ratio IRA/CRD (capital restant dû) au 28/02/2015,
- d'autre part des caractéristiques financières de la collectivité ou de l'établissement, évaluées à travers 4 critères (endettement par habitant, ratio dette/épargne brute, potentiel financier ou fiscal par habitant, part des contrats structurés dans l'endettement total).

Un simulateur mis en ligne en avril 2015 permettait aux bénéficiaires potentiels de connaître ce taux d'intervention sans avoir besoin de consulter directement le fonds de soutien.

Le taux de prise en charge moyen était de l'ordre de 50% et présentait une forte dispersion autour de cette moyenne : il a pu atteindre 70% et plus (il était plafonné légalement à 75%)

pour les prêts les plus dégradés, spécifiquement les prêts dont le taux d'intérêt est indexé sur la parité EUR/CHF, détenus par les bénéficiaires présentant une situation financière fragilisée.

En pratique, le fonds de soutien notifiait pour chaque prêt présenté à son intervention une proposition d'aide comportant un taux de prise en charge de l'IRA et un montant plafond d'aide calculé par référence à l'IRA évaluée au 28/02/2015. Ces propositions d'aide ont été présentées entre septembre 2015 et avril 2016 aux collectivités ayant formulé des demandes d'aides avant le 30/04/2015.

Les bénéficiaires disposaient d'un délai maximal non extensible de 3 mois, une fois cette proposition reçue, pour finaliser une transaction civile avec la banque prêteuse éteignant tout contentieux en cours et, sauf exception (voir ci-dessous) signer un accord de remboursement du prêt à risque concerné.

Sur la base des conditions financières de remboursement stipulées dans l'accord, le fonds de soutien procédait finalement au calcul du montant de l'aide définitivement attribuée et proposait au bénéficiaire et au préfet le texte d'une convention entre l'Etat et la collectivité concernée, à signer localement, indiquant le montant de l'aide et son calendrier de versement jusqu'en 2028. La totalité des conventions ont été signées et mises en œuvre, s'agissant du versement de la tranche 2016 de l'aide, entre février et décembre 2016.

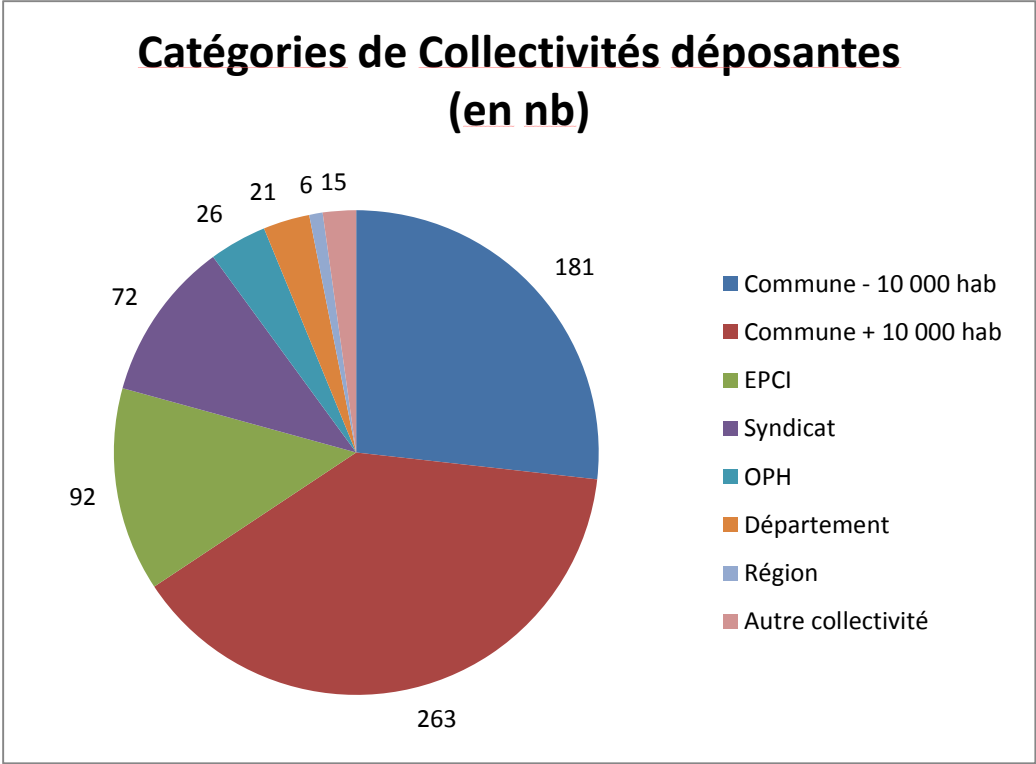
Par exception, pour répondre à une demande politique des représentants de collectivités, le dispositif autorisait, une fois la transaction civile passée avec la banque, les bénéficiaires de l'aide du fonds à conserver le prêt à risque, pour une période maximale de 3 ans, renouvelable jusqu'en 2028 dans la quasi-totalité des cas (seuls les prêts exclusivement indexés sur la parité EUR/CHF ne peuvent être ainsi conservés au-delà des 3 premières années). Dans ce cas, l'aide restera mobilisable sous forme de prise en charge de tout ou partie des intérêts versés au-delà d'un taux pivot égal au taux de l'usure propre à l'emprunt concerné. Ce dispositif concerne environ 20% des prêts aidés et représente environ 10% des aides attribuées.

4. Principaux résultats : déposants et bénéficiaires

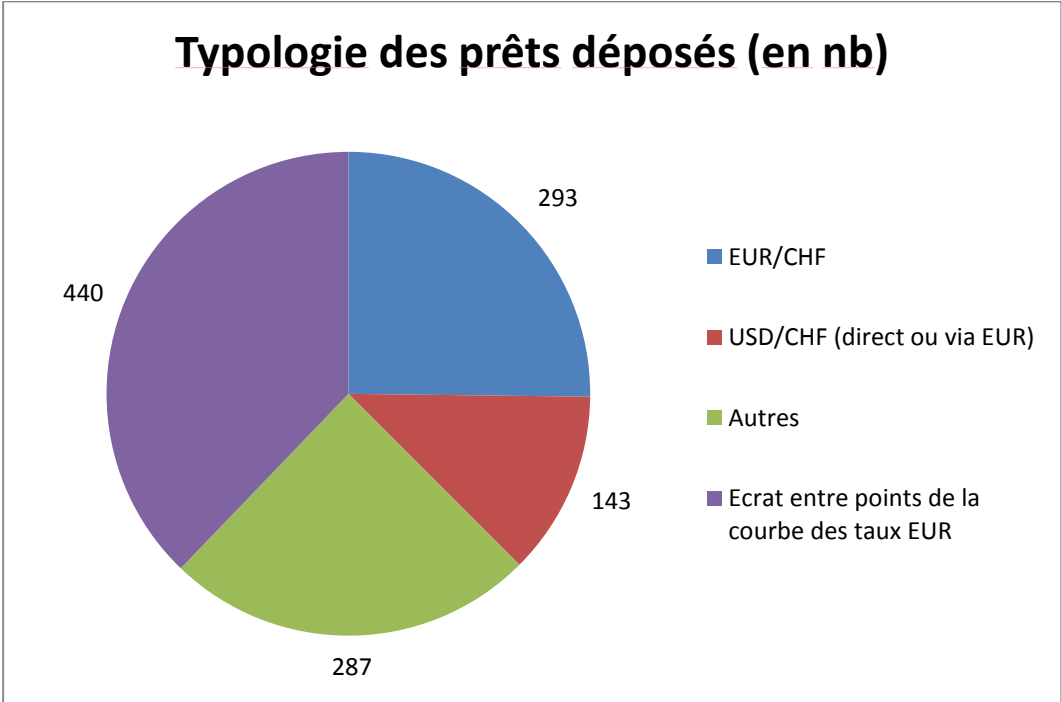
Les déposants

Au 30 avril 2015, 676 collectivités ou établissements publics locaux avaient déposé un dossier de demande d'aide pour au moins un prêt structuré à risque éligible à l'aide du fonds de soutien.

Les déposants ont été répartis en 8 catégories : communes de plus ou moins 10000 habitants, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), syndicat, offices publics de l'habitat (OPH), département, région, autres (service départemental d'incendie et de secours, centre de gestion, territoire ultra-marin...).

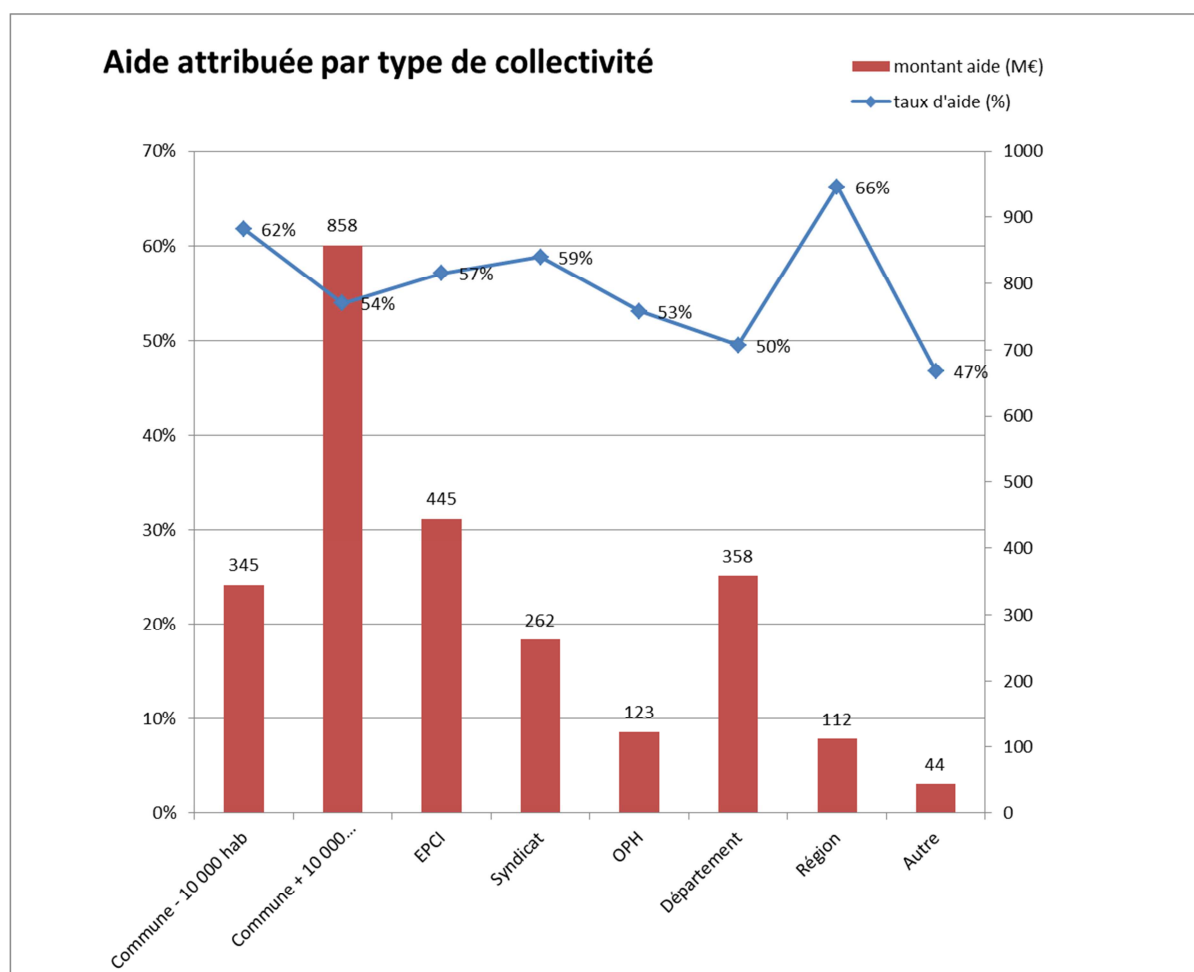


L'ensemble de ces dossiers représentent 1163 prêts pour un encours global de 6,3 Mds€, 25% des prêts (soit 293) étant indexés sur la parité euro (EUR)/franc suisse (CHF) et 12% (soit 143 prêts) sur la parité dollar (USD)/franc suisse (CHF).



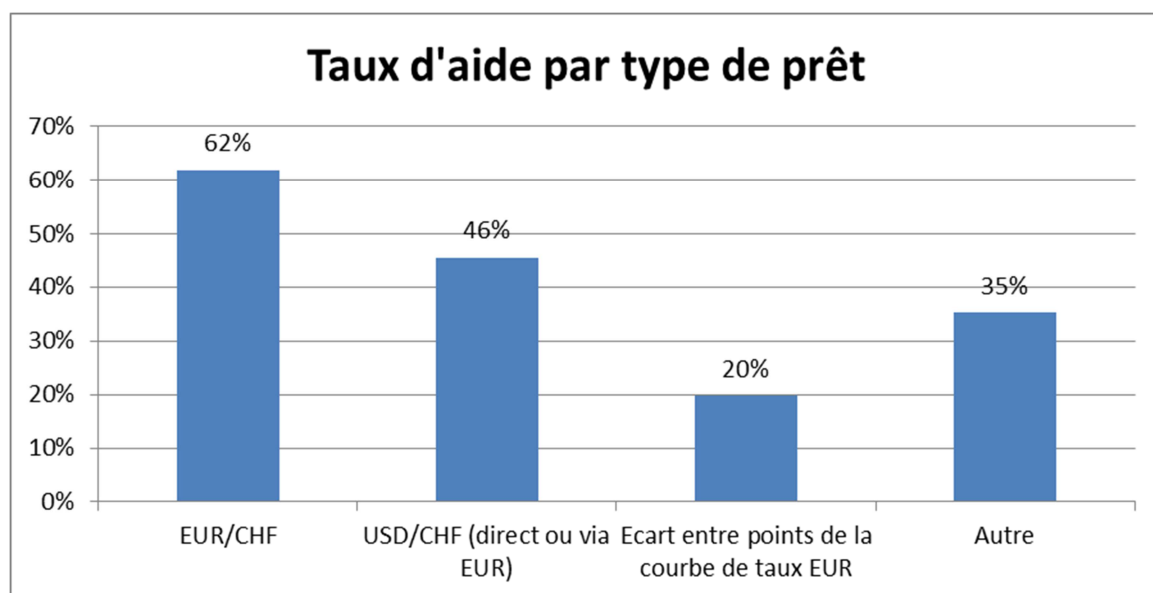
Les bénéficiaires

Le Fonds a engagé 2,56 Mds€ d'aide auprès de 578 collectivités, pour un taux d'aide moyen de 56%.



Au final ce sont 85% des collectivités ayant déposé un dossier qui recevront une aide du Fonds de soutien (les 15% restantes ont soit refusé le bénéfice du dispositif soit leurs dossiers ont été jugés inéligibles après instruction).

Conformément aux critères d'intervention du Fonds, le taux d'aide a pu varier en fonction de la nature de la collectivité mais surtout de la nature du prêt. Ainsi les prêts les plus dégradés (EUR/CHF notamment) ont été davantage soutenus que les prêts de pente.



La grande majorité des collectivités a procédé au remboursement anticipé des prêts, soit 808 prêts au total, et notamment la quasi-totalité des prêts les plus dégradés indexés sur la parité EUR/CHF (97%). Seules 118 collectivités, pour un total de 189 prêts, ont demandé le bénéfice du Fonds de soutien via le dispositif dérogatoire. Celles-ci détenaient dans la grande majorité des cas des prêts dits de pente, indexés sur la courbe des taux (45%), et des prêts adossés à la parité USD/CHF (23%).

En définitive, le Fonds a pu intervenir sur un montant d'encours de 5,6 Mds€ (CRD au 28/02/2015 des prêts éligibles concernés).

Au 31/12/2016, le montant total des aides effectivement décaissées et versées aux collectivités s'élève à 258,6 M€.

5. Les versements d'aide

En vertu de l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014, l'exécution des versements d'aide aux collectivités bénéficiaires ainsi que leur suivi sont confiés à l'Agence de Services et de Paiement telle que mentionnée à l'article L.313-1 du code rural et de la pêche maritime.

L'ASP a ainsi payé en 2015 les collectivités ayant pu bénéficier du dispositif de versement de l'aide en une seule fois (uniquement parmi les dossiers déposés en 2014), soit 47.9 M€.

Pour les prêts concernés par le dispositif d'aide au titre du remboursement anticipé, la totalité des dossiers déposés en 2014 (hors versement en une fois) ont bénéficié d'un versement de l'aide en 14 annuités constantes, dont deux versées en 2016 (l'une au titre de 2015, la seconde au titre de 2016) et ce jusqu'en 2028.

Les dossiers déposés en 2015 bénéficient quant à eux du versement de l'aide en 13 annuités constantes (de 2016 à 2028). Pour les prêts concernés par le dispositif dit dérogatoire, le versement de l'aide est exécuté chaque année selon un montant calculé par

le Service à compétence nationale en fonction des intérêts dégradés payés par la collectivité. Ainsi en 2016 l'ASP aura au total versé 210.7 M€ aux collectivités (47,9M€ ayant été versés antérieurement en 2016).

6. L'avenir du Service à compétence nationale

Le Service à compétence nationale mis en place depuis la mi-2014 a fonctionné avec une équipe dédiée, pluridisciplinaire, dans une logique mission. En effet il était impératif, pour apporter une réponse rapide aux collectivités, de fonctionner en mode « task force ». Aujourd'hui que l'ensemble des conventions organisant le versement de l'aide ont été signées entre l'Etat et les collectivités locales, le ministre de l'économie et des finances a décidé du transfert de la gestion du service et du programme budgétaire 344 associé à la direction générale des finances publiques (service des collectivités locales).

A partir de 2017, il est prévu le maintien d'une réunion annuelle du CNOS, notamment pour permettre aux représentants des associations de collectivités locales de vérifier la bonne exécution des engagements de l'Etat dans la durée et aux représentants de l'administration de rendre compte de l'amélioration de la situation financière des collectivités et établissements ayant mobilisé le dispositif d'aide et qui se trouvaient au moment de la signature des conventions avec l'Etat dans la situation financière la plus dégradée.

ANNEXE DETAILLEE

Pour bénéficiaire de l'aide du Fonds, la collectivité a pu opter, pour chacun de ses prêts, entre :

- *le régime d'aide « normal », c'est-à-dire avoir procédé au remboursement anticipé de l'emprunt (RAE). Dans ce cas le montant définitif de l'aide est connu.*
- *la procédure dite « dérogatoire » (PCD), c'est-à-dire qu'elle a conservé son emprunt et que l'aide n'intervient que sous forme de prise en charge des intérêts dégradés. Dans ce cas seul le montant plafond de l'aide est connu.*

La colonne « AE engagées » représente donc les autorisations d'engagement budgétaire du Fonds, mentionnant le montant définitif de l'aide pour les prêts dans le régime RAE et le montant plafond d'aide pour les prêts dans le régime PCD.

L'aide versée au 31/12/2016 somme les aides versées en 2015 et en 2016.

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
01 - Ain	220100010 - DEP AIN	RAE	44 861 924,02	3 450 917,23
	250100492 - SM DES MONTS JURA	RAE	67 524,00	5 194,15
	250102407 - SM CENTRE NAUTIQUE BUGEY COTIERE	RAE	246 050,20	18 926,94
	280112004 - SDIS AIN	RAE	3 862 781,17	551 825,88
	779306471 - DYNACITE	PCD	108 833,30	0,00
02 - Aisne	210203618 - HIRSON	RAE	2 621 798,40	374 542,62
	220200026 - DEP AISNE	RAE	21 003 069,09	2 194 019,76
		PCD	3 406 482,39	486 640,34
03 - Allier	210301859 - MONTLUCON	PCD	1 097 628,81	42 789,48
	210303103 - VICHY	RAE	4 323 605,61	332 585,05
	240300426 - CA DE VICHY	RAE	405 253,80	31 173,37
	240300608 - CA DE MONTLUCON	PCD	2 956 138,44	145 043,46
	250300050 - SICTOM SUD ALLIER	RAE	3 582 078,74	279 496,21
	250300233 - SDE 03	RAE	2 312,81	177,91
	270300023 - ALLIER HABITAT	PCD	24 057,11	0,00
04 - Alpes-de-Haute-Provence	210401121 - MANOSQUE	RAE	35 205,30	2 708,10
05 - Hautes-Alpes	210500062 - ARGENTIERE-LA-BESSEE (L')	RAE	138 646,40	10 665,11
	210500237 - BRIANCON	PCD	2 000 743,10	0,00
	210500989 - ORRES (LES)	RAE	81 187,50	11 598,22
	210501193 - RISOUL	RAE	247 599,00	19 046,08

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
06 - Alpes-Maritimes	200030195 - METROPOLE NCA	RAE	1 058 757,00	151 251,00
	200039857 - CA PAYS DE GRASSE	RAE	15 565 030,61	2 223 575,80
	210600045 - ANTIBES	RAE	13 079 038,25	1 006 079,87
		PCD	1 896 192,99	0,00
	210600276 - CAGNES-SUR-MER	RAE	5 859 087,30	450 699,02
	210600334 - CARROS	RAE	144 124,40	11 086,49
	210600698 - GRASSE	RAE	12 439 594,18	956 891,86
	210600839 - MENTON	RAE	5 027 189,03	386 706,84
	210600888 - NICE	RAE	10 338 033,90	795 233,38
	210601043 - ROQUEBRUNE-CAP-MARTIN	RAE	396 118,04	30 470,62
	210601498 - TRINITE (LA)	RAE	2 765 513,19	395 073,32
	210601555 - VALLAURIS	RAE	6 286 402,77	483 569,44
PCD		192 585,15	0,00	
250602059 - SM STATIONS DU MERCANTOUR	RAE	32 184,20	2 475,71	
07 - Ardèche	200041366 - CC RHONE-CRUSSOL	RAE	108 810,00	8 370,00
	210700191 - AUBENAS	RAE	91 885,00	7 068,08
	210701025 - GUILHERAND-GRANGES	RAE	4 173 655,51	596 236,50
	210701868 - PRIVAS	RAE	92 846,40	13 263,78
	210702817 - SAINT-PERAY	RAE	541 491,15	77 355,88
	250701042 - SIVU EAUX DU BASSIN DE PRIVAS	RAE	21 012,00	3 001,72
08 - Ardennes	210801106 - CHOOZ	RAE	38 088,20	2 929,86
	210801684 - FUMAY	RAE	820 112,10	63 085,55
	210801734 - GIVET	RAE	3 446 324,30	492 332,04
	210803722 - SEDAN	RAE	3 990 671,71	306 974,75
10 - Aube	211002605 - NOGENT-SUR-SEINE	RAE	565 937,80	43 533,68
	211003124 - ROMILLY-SUR-SEINE	RAE	7 316 984,71	1 045 283,54
	341498061 - OPH AUBE IMMOBILIER	PCD	3 358 895,38	0,00
11 - Aude	271100034 – OPH DE L'AUDE	RAE	68 980,40	5 306,18
		PCD	264 779,06	0,00
12 - Aveyron	211202080 - SAINT-AFFRIQUE	RAE	150 029,60	11 540,74

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
13 - Bouches-du-Rhône	211300058 - AUBAGNE	RAE	17 365 001,13	1 335 769,32
		PCD	342 059,83	0,00
	211300074 - AURIOL	RAE	219 459,54	16 881,50
		PCD	561 707,39	0,00
	211300264 - CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES	RAE	11 707 257,46	900 558,26
	211300546 - MARIIGNANE	RAE	2 969 407,87	228 415,99
	211300553 - MARSEILLE	RAE	5 719 041,13	439 926,24
	241300177 - SAN OUEST PROVENCE/METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	PCD	10 291 425,82	819 063,40
	241300391 - CU MARSEILLE PROVENCE METROPOLE	RAE	35 657 495,08	2 742 884,24
	251301222 - ASYMIX SM EUROPOLE DE L'ARBOIS	RAE	354 397,70	27 261,36
390328623 - HABITAT MARSEILLE PROVENCE	RAE	8 110 384,12	623 875,70	
	PCD	302 470,83	0,00	
14 - Calvados	200033157 - CA CAEN LA MER	RAE	13 664 354,65	1 051 104,20
	211400767 - BLAINVILLE-SUR-ORNE	RAE	7 209 643,70	1 029 949,10
	211403274 - HEROUVILLE-SAINT-CLAIR	RAE	404 980,20	46 733,92
	211403662 - LISIEUX	RAE	88 819,60	12 688,52
	211404314 - MEZIDON-CANON	PCD	204 929,63	0,00
	211405626 - SAINT-AUBIN-SUR-MER	RAE	2 184 962,28	312 137,46
	241400712 - CC PAYS DE CONDE ET DRUANCE	PCD	2 364 776,98	0,00
	251404513 - SIVU COISEL	RAE	119 818,40	17 116,92
16 - Charente	211600150 - ANGOULEME	RAE	1 447 089,80	206 727,10
	251602660 - CALITOM	RAE	60 878,67	4 682,97
	271600017 - LOGELIA	RAE	15 063 472,72	1 158 728,67
17 - Charente-Maritime	200041762 - CA ROCHEFORT OCEAN	RAE	3 246 963,39	249 766,41
	211701685 - FOURAS	RAE	250 667,00	19 282,08
	211703855 - SAINT-PIERRE-D'OLERON	RAE	181 548,80	13 965,29
18 - Cher	211801972 - SAINT-AMAND-MONTROND	RAE	4 273 434,40	328 725,72
	211802798 - VIERZON	RAE	51 098,40	3 930,65
19 - Corrèze	251903175 - ASYMIX AERODROME BRIVE SOUILLAC	RAE	229 938,40	17 687,57
	251928636 - ASYMIX SYMA PAYS DE TULLE	RAE	318 906,40	45 558,06
	271927212 - CORREZE HABITAT	RAE	5 372 538,68	413 272,21
21 - Côte-d'Or	212100549 - BEAUNE	RAE	322 686,80	24 822,06
		PCD	2 534 182,50	0,00
	212102313 - DIJON	RAE	19 897 485,14	1 530 575,78
	212103550 - LONGVIC	RAE	56 467,60	8 066,80

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
22 - Côtes d'Armor	200046175 - SYNDMC DEPART ENERGIE - SDE 22	RAE	318 424,68	24 494,20
	200048775 - LANNION-TREGOR COMMUNAUTE	RAE	2 442 941,89	187 918,61
	212200935 - LAMBALLE	PCD	248 799,63	0,00
	212201065 - LANGUEUX	RAE	25 740,00	1 980,00
		PCD	13 073,07	0,00
	212201628 - PAIMPOL	RAE	70 194,50	5 399,58
	212201685 - PERROS-GUIREC	RAE	11 005 863,37	846 604,87
	212201875 - PLERIN	RAE	32 187,50	2 475,96
	212202667 - ROSTRENEN	RAE	3 775 219,09	290 401,47
	212203533 - TREGASTEL	RAE	6 226 058,67	6 226 058,67
	222200016 - DEP COTES-D'ARMOR	RAE	1 154 255,75	88 788,90
	242200533 - CC LAMBALLE COMMUNAUTE	RAE	2 229 942,26	171 534,02
		PCD	144 730,16	0,00
242214294 - CC PAIMPOL-GOELO	PCD	9 378,95	0,00	
24 - Dordogne	212403521 - RIBERAC	RAE	90 833,60	6 987,20
	212403729 - SAINT-ASTIER	PCD	379 874,72	0,00
25 - Doubs	212500565 - BESANCON	RAE	18 348,80	1 411,45
	212500573 - BETHONCOURT	RAE	2 137 863,00	164 451,00
	212501274 - CHARQUEMONT	RAE	503 145,60	71 877,94
	212504112 - MORTEAU	RAE	314 272,00	44 896,00
	212504344 - ORNANS	PCD	134 555,19	18 549,46
	212505275 - SAINT-VIT	RAE	6 028 756,74	463 750,52
	242500338 - CC DU GRAND PONTARLIER (anciennement CC DU LARMONT)	RAE	1 002 911,64	77 147,05
	242503886 - CA PAYS MONTBELIARD	PCD	296 685,17	0,00
	242504207 - CC PAYS D'ORNANS	RAE	5 089 901,02	727 128,72
26 - Drôme	200040483 - CA VALENCE ROMANS SUD RHONE ALPES	PCD	155 278,82	0,00
	212602817 - ROMANS-SUR-ISERE	RAE	20 635 550,03	1 587 350,01
	272600040 - OPH DE VALENCE	PCD	166 793,42	0,00
27 - Eure	212701163 - BRIONNE	RAE	29 837,50	2 295,19
	212702294 - EVREUX	RAE	4 477,35	344,41
		PCD	1 852 632,27	0,00
	212706816 - VERNON	RAE	88 416,90	6 801,30
		PCD	56 635,21	0,00
	212707012 - VAL-DE-REUIL	RAE	684 043,20	52 618,71
		PCD	218 934,30	0,00
242700573 - CA GRAND EVREUX	PCD	182 000,06	0,00	
252703111 - ASYMIX SM ETUDE TRAIT ORDURES MENAGERES	RAE	24 932 964,20	1 917 920,32	

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
28 - Eure-et-Loir	200018471 - SI COLLECTE EPURATION EAUX USEES	RAE	247 461,20	19 035,48
	200040277 - CA DU PAYS DE DREUX	RAE	453 068,64	34 851,43
	212801344 - DREUX	RAE	117 936,00	9 072,00
	212802185 - LUCE	RAE	432 687,20	33 283,64
	212802805 - NOGENT-LE-ROTRON	RAE	4 171 360,47	595 908,64
29 - Finistère	212900468 - DOUARNENEZ	RAE	1 530 596,34	117 738,18
	212900583 - FOUESNANT	RAE	207 275,96	15 944,30
	222900011 - DEP FINISTERE	RAE	317 156,00	24 396,62
	242900314 - CU BREST METROPOLE OCEANE	RAE	38 250,00	2 942,31
	252902044 - SIVU ASST LANDIVISIAU LAMPAUL	PCD	4 847 217,57	0,00
	389244492 - OPAC DE QUIMPER-CORNOUAILLE	PCD	206 839,05	0,00
2A - Corse-du-Sud	212000046 - AJACCIO	RAE	4 956 880,56	708 125,80
	232000018 - COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE	RAE	103 937 540,52	7 995 195,42
2B - Haute-Corse	212000509 - CALVI	RAE	131 445,00	10 111,15
30 - Gard	200035152 - CA ALES	RAE	27 360 930,98	2 104 687,00
	213001332 - GRAU-DU-ROI (LE)	RAE	101 285,50	7 791,19
	213002587 - ST GILLES	RAE	102 209,00	7 862,23
	213003056 - SALINDRES	RAE	110 408,50	8 492,96
	213003411 - VAUVERT	RAE	44 650,00	3 434,62
	213003445 - VERGEZE	RAE	2 571 014,58	367 287,80
	243000643 - CA NIMES METROPOLE BP	RAE	36 598 643,49	2 815 280,27
		PCD	1 383 994,30	0,00
253003131 - SI CONST GENDARMERIE MARGUERITTES	RAE	6 586 126,98	506 625,15	
31 - Haute-Garonne	200023596 - SMEA	RAE	2 398 093,45	342 584,78
	213101132 - CASTANET-TOLOSAN	PCD	241 727,20	0,00
	213101876 - FONSORBES	RAE	301 495,60	43 070,80
	213104839 - SAINT-GAUDENS	RAE	4 907 936,05	377 533,54
	213105570 - TOURNEFEUILLE	PCD	176 114,64	17 933,58
	243100153 - SIVOM DE LA SAUDRUNE	RAE	6 603 559,36	507 966,10
33 - Gironde	213300395 - BEGLES	RAE	95 706,70	7 362,05
	213302490 - LORMONT	RAE	11 191 389,60	860 876,13
		PCD	698 471,88	0,00
	213302847 - MIOS	RAE	73 060,00	5 620,00
	213304496 - SAINT-MEDARD-EN-JALLES	PCD	13 265,62	0,00
	213305295 - TESTE-DE-BUCH (LA)	PCD	9 345,90	0,00
	253306617 - SYNDMC DECHETS SMICVAL	RAE	192 218,60	27 459,80

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
34 - Hérault	213400328 - BEZIERS	RAE	1 123 220,40	86 401,57
		PCD	1 300 068,50	0,00
	213400955 - FABREGUES	RAE	157 080,00	12 083,08
	213403371 - VILLENEUVE-LES-MAGUELONE	RAE	3 032 035,03	233 233,46
	243400017 - CA DE MONTPELLIER	PCD	2 112 852,93	0,00
	253400659 - SYNDMC AEP DU BAS LANGUEDOC	RAE	6 166 683,00	474 360,23
	351808977 - ACM - OPH	RAE	31 379 842,44	2 413 834,04
PCD		3 266 064,70	0,00	
35 - Ille-et-Vilaine	213500127 - BAIN-DE-BRETAGNE	RAE	2 490 147,00	355 735,28
	213500473 - BRUZ	RAE	5 563 125,00	427 932,69
	213500499 - CANCALE	RAE	5 163 212,56	397 170,20
	213500663 - CHARTRES-DE-BRETAGNE	RAE	2 757,07	212,08
	213500697 - CHATEAUGIRON	RAE	5 202,62	400,20
	213500887 - CORPS-NUDS	RAE	80 864,39	11 552,06
	213501315 - HERMITAGE (L')	RAE	993 217,50	141 888,22
	213501778 - MEZIERE (LA)	RAE	112 887,00	8 683,62
	213501844 - MONTAUBAN-DE-BRETAGNE	RAE	126 581,00	9 737,00
	213502040 - NOUVOITOU	RAE	14 807,19	1 139,01
	213502362 - REDON	RAE	401 664,70	30 897,28
	213502784 - SAINT-GREGOIRE	PCD	10 258,39	0,00
	223500018 - DEP ILLE-ET-VILAINE	RAE	3 399 786,22	261 522,02
		PCD	517 721,22	0,00
	253514608 - SIVU PISCINE CONTERIE	RAE	84 688,50	6 514,50
283503563 - CENTRE DE GESTION FPT 35	RAE	54 644,40	4 203,42	
36 - Indre	213600182 - BLANC (LE)	PCD	1 894 397,75	0,00
		RAE	87 718,50	6 747,58
37 - Indre-et-Loire	213700727 - CHINON	RAE	5 067 742,95	723 963,28
	213701329 - LOCHES	RAE	5 878 513,95	839 787,70
	213701543 - MONTBAZON	RAE	4 482 896,08	4 482 896,08
	213701592 - MONTS	RAE	34 965,00	2 689,62
	213702335 - SAINT-PIERRE-DES-CORPS	RAE	438 303,31	33 715,64

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
38 - Isère	200040715 - CA GRENOBLE ALPES METRO	RAE	13 151 702,03	1 011 669,39
		PCD	3 277 780,02	0,00
	213800063 - ALLEVARD	RAE	7 304 300,68	1 016 763,16
	213801400 - CROLLES	RAE	450 852,90	64 407,56
	213801855 - GRENOBLE	RAE	85 379,70	6 567,67
	213802390 - MOIRANS	RAE	53 880,00	4 144,62
	213802531 - MONT-DE-LANS	PCD	12 383 399,05	654 404,21
	213803141 - PONTCHARRA	RAE	112 460,40	8 650,80
	213804859 - SEYSSINET-PARISSET	RAE	60 441,60	4 649,35
	213804867 - SEYSSINS	RAE	3 104 968,97	443 567,00
		RAE	405 585,80	31 198,91
	213805278 - VAUJANY	PCD	2 784 436,68	0,00
		RAE	1 851 971,31	142 459,33
	213805443 - VIENNE	RAE	1 851 971,31	142 459,33
	213805625 - VIZILLE	PCD	472 028,98	0,00
	253802680 - SI PROG AMENAGE VALLEE EAU OLLE-SIEPAVEO	RAE	847 201,01	65 169,31
253802730 - SITOM NORD ISERE SM	RAE	27 591 407,19	2 122 415,94	
253803696 - SM ASST CANTON OISANS BSSE ROMANCHE-SACO	RAE	46 885,60	3 606,58	
39 - Jura	213900970 - CHAMPAGNOLE	RAE	1 981,26	152,40
		RAE	35 151,10	2 703,93
40 - Landes	214000465 - BISCARROSSE	PCD	89 126,30	0,00
	214000655 - CAPBRETON	RAE	104 540,80	8 041,60
		RAE	2 747 475,20	211 344,25
	214000887 - DAX	PCD	866 436,52	0,00
		RAE	4 981 968,29	383 228,33
	214001927 - MONT-DE-MARSAN	RAE	4 981 968,29	383 228,33
	214002842 - SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	RAE	27 005,00	2 077,31
244000865 - CC ADOUR COTE SUD	RAE	33 032,80	2 540,98	
41 - Loir-et-Cher	214101495 - MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	RAE	5 255 552,87	750 793,26
42 - Loire	214201840 - RIORGES	RAE	51 600,00	3 969,23
	214202186 - SAINT-ETIENNE	RAE	17 417 642,20	2 488 234,60
	214203051 - TALAUDIÈRE (LA)	RAE	868 925,79	124 132,26
	214203168 - UNIEUX	RAE	8 335 663,33	2 002 270,27
	224200014 - DEP LOIRE	RAE	2 429 096,10	336 353,84
	244200770 - CA SAINT-ETIENNE METROPOLE	RAE	703 224,10	100 460,58
	254200546 - SYNDICAT ENERGIE DEP LOIRE SIEL	RAE	3 181 920,54	244 763,12
43 - Haute-Loire	214302671 - VOREY	RAE	50 807,60	3 908,28
	224300012 - DEP HAUTE-LOIRE	RAE	465 377,50	66 482,50

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
44 - Loire-Atlantique	214400715 - HAUTE-GOULAINÉ	RAE	4 626 756,11	660 965,16
	214401143 - ORVAULT	RAE	54 369,00	4 182,23
	214401432 - REZE	RAE	2 800 402,63	215 415,59
	244400438 - CC GRAND-LIEU	RAE	2 959,49	227,65
	244400610 - CA CAP ATLANTIQUE	RAE	1 103 404,05	84 877,23
	244400651 - CC SEVRE MAINE GOULAINÉ	RAE	6 231 461,27	890 208,76
45 - Loiret	214502247 - NEUVILLE-AUX-BOIS	RAE	198 439,60	15 264,58
	214502528 - PITHIVIERS	RAE	47 452,50	3 650,19
	214503385 - VILLEMAMDEUR	RAE	2 283 043,18	175 618,71
	244500211 - CC GIENNOISES	RAE	1 781 332,46	137 025,57
46 - Lot	214601270 - GOURDON	RAE	639 384,00	49 183,39
47 - Lot-et-Garonne	214701575 - MARMANDE	RAE	32 742,00	2 518,62
	214702524 - SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT	RAE	164 966,40	12 689,72
	214703233 - VILLENEUVE-SUR-LOT	RAE	258 568,80	19 889,91
	254701386 - SI ASSAINISSEMENT AGGLOMERATION VILLENEUVOISE	RAE	11 104 112,00	1 586 301,72
49 - Maine-et-Loire	214900995 - CHOLET	RAE	118 641,60	9 126,28
	214901803 - LONGUE-JUMELLES	RAE	15 970,51	1 228,50
	214902140 - MONTREUIL-JUIGNE	PCD	731 329,53	18 861,85
	214903288 - SAUMUR	PCD	854 946,04	0,00
	214903536 - TRELAZE	RAE	7 772 605,52	597 892,73
		PCD	1 927 869,63	0,00
	244900015 - CA ANGERS LOIRE METROPOLE	RAE	109 220,00	8 401,54
		PCD	41 275 446,37	0,00
	244900700 - CA DU CHOLETAIS	RAE	79 755,00	6 135,00
	244900882 - CC BEAUFORT EN ANJOU	RAE	7 936,27	610,48
244900973 - CC REGION DOUE LA FONTAINE	RAE	216 925,71	16 686,59	
50 - Manche	215000761 - BREHAL	RAE	3 997 014,30	571 002,04
	225005024 - DEP MANCHE	RAE	4 163 713,20	594 816,18
	255003063 - SYNDMC POINT FORT	RAE	41 427 563,68	5 918 223,40
	285000014 - SDIS MANCHE	RAE	5 105 231,66	392 710,13
51 - Marne	215101544 - CONNANTRE	RAE	1 800 920,35	1 800 920,35
	215104985 - SEZANNE	RAE	201 478,20	15 498,32
	245100037 - CC EPERNAY PAYS DE CHAMPAGNE	RAE	1 238 488,30	95 268,33
	392795167 - CHALONS-EN-CHAMPAGNE HABITAT	RAE	98 525,00	7 578,85
52 - Haute-Marne	215200833 - CHAUMONT	RAE	336 708,60	25 900,66
53 - Mayenne	215300849 - CRAON	RAE	2 315 886,99	330 841,00
	215301300 - LAVAL	RAE	266 112,00	38 016,00
	255300881 - SIVU SDEGM	RAE	72 435,60	5 571,97

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
54 - Meurthe-et-Moselle	215400797 - BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	RAE	224 572,09	17 274,78
	215401597 - DOMBASLE-SUR-MEURTHE	RAE	6 457 181,93	496 706,31
	215403239 - LONGWY	RAE	32 312,70	2 485,59
	215403395 - MALZEVILLE	RAE	3 765 589,63	537 941,38
	215403577 - MAXEVILLE	PCD	2 424 021,00	0,00
	225400019 - DEP MEURTHE-ET-MOSELLE	RAE	3 062 063,10	235 543,32
	255402810 - SIVU ASST DE L'AGGLOMERATION DE PONT-A-MOUSSON	RAE	1 938 890,80	149 145,45
56 - Morbihan	215600347 - CARNAC	PCD	155 760,09	0,00
	215600537 - ELVEN	RAE	7 193 443,48	1 027 634,78
	215600750 - GUER	RAE	6 716 655,87	959 522,26
	215600834 - HENNEBONT	PCD	211 478,01	21 171,20
	215600909 - INZINZAC-LOCHRIST	RAE	60 760,00	4 673,85
	215600982 - LANESTER	RAE	13 199 927,63	1 885 703,96
	215601642 - PLOEREN	RAE	6 821 914,39	974 559,20
	215601659 - PLOERMEL	RAE	3 140 198,23	448 599,74
	215601857 - QUEVEN	RAE	58 454,10	4 496,47
	215601931 - RIANTEC	RAE	964 691,00	74 207,00
	215602434 - SENE	PCD	88 875,74	0,00
	255600306 - SIAEP PRESQU'ILE DU RHUYS	RAE	8 272 887,58	636 375,97
	275600047 - BRETAGNE SUD HABITAT	RAE	6 314 549,02	485 734,54
57 - Moselle	200011625 - CC PAYS BOULAGEOIS	RAE	65 400,00	5 030,77
	215700899 - BITCHE	RAE	377 301,05	29 023,16
	215700972 - BOULAY	RAE	1 055 706,80	150 815,26
	215702077 - FAREBERSVILLER	RAE	10 991 774,78	845 521,14
	215702275 - FORBACH	RAE	173 365,40	13 335,80
	215705914 - ROMBAS	RAE	5 014 803,43	385 754,11
	215706318 - SARREGUEMINES	RAE	17 286,60	1 329,74
	440784353 - HAGANIS	RAE	14 553 866,75	1 119 528,21
58 - Nièvre	225800010 - DEP NIEVRE	RAE	2 294 146,80	176 472,83

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
59 – Nord	200040103 - SIVOM DES RIVES DE L'AA ET DE LA COLM	RAE	170 254,40	13 096,49
	200040954 - CC DES HAUTS DE FLANDRE	RAE	48 171,20	3 705,48
	200043321 - CC PAYS DE MORMAL	RAE	6 552 307,16	936 043,88
	200044618 - CA DU DOUAISIS	RAE	38 688 160,97	2 976 012,38
	200046639 - SITURV	RAE	1 626 595,50	125 122,73
	215900119 - ANNOEULLIN	RAE	4 730 001,68	675 714,52
	215900333 - AULNOYE-AYMERIES	RAE	16 693 880,60	2 384 840,08
	215901364 - CATEAU-CAMBRESIS (LE)	RAE	87 759,00	6 750,69
	215901638 - CROIX	RAE	6 523 314,55	501 793,43
	215902792 - HALLUIN	RAE	3 777 709,60	290 593,05
	215903600 - LOOS	RAE	8 608 694,21	662 207,25
	215903659 - LOUVROIL	RAE	5 533 590,88	790 512,98
	215903832 - MARLY	RAE	86 292,00	6 637,85
	215903923 - MAUBEUGE	RAE	755 580,00	58 121,54
	215904269 - NEUVILLE-EN-FERRAIN	PCD	142 374,87	0,00
	215904590 - PETITE-FORET	PCD	1 543 018,70	0,00
	215905266 - SAINT-AMAND-LES-EAUX	RAE	3 076 252,96	236 634,84
	215905506 - SALOME	RAE	229 155,70	32 736,54
	215906462 - WASQUEHAL	RAE	33 429,00	2 571,46
	245900428 - CU DUNKERQUE	RAE	264 256,80	20 327,45
	245901061 - CC LA HAUTE DEULE	RAE	3 962 414,62	566 059,24
	255900441 - SYNDMC TRANSPORT REGION DOUAI	RAE	8 108 355,96	623 719,69
	255900938 - OM TRAITMT VALENCIENNES	RAE	308 505,60	23 731,20
	255901167 - ASST VALENCIENNES	RAE	659 317,98	50 716,77
	255901167 - ASST VALENCIENNES-MARLY	RAE	1 287 852,00	183 978,86
255902421 - SIVU VAL DE RIOT	RAE	621 191,50	47 783,96	
255902652 - OM TRAIT ARRONDIS AVESNES	RAE	975 786,00	75 060,46	
60 - Oise	256005059 - SYNDMC VALLEE OISE	RAE	433 502,50	33 346,35
61 - Orne	200035814 - CA DU PAYS DE FLERS	RAE	7 376 607,06	567 431,31
	216101691 - FLERS	PCD	283 966,92	0,00
	246100408 - CC BOCAGE ATHIS	RAE	7 532 617,10	7 532 617,10
	246100663 - CU D'ALENCON	PCD	596 269,64	0,00

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
62 - Pas-de-Calais	200044055 - CA ARTOIS COMM	RAE	52 352,50	4 027,12
	216200048 - ACHICOURT	RAE	5 525 420,09	789 345,72
	216200410 - ARRAS	RAE	24 250,00	1 865,38
	216200485 - AUCHEL	RAE	3 083 810,23	365 552,46
	216200659 - AVION	RAE	5 659 417,38	435 339,80
		PCD	108 403,62	0,00
	216201608 - BOULOGNE-SUR-MER	RAE	143 660,20	20 522,88
	216201780 - BRUAY-LA-BUISSIERE	RAE	808 415,80	62 185,83
	216201939 - CALAIS	PCD	56 476,00	0,00
	216202150 - CARVIN	RAE	24 722 741,33	2 609 717,72
	216203976 - GUINES	RAE	139 942,40	10 764,80
	216204271 - HENIN-BEAUMONT	RAE	7 418 086,90	570 622,06
	216204974 - LEFOREST	RAE	11 459 761,22	11 459 761,22
	216206045 - NEUFCHATEL-HARDELLOT	RAE	2 318 283,21	178 329,48
	216206177 - NOEUX-LES-MINES	RAE	65 458,80	5 035,29
	216206268 - NOYELLES-LES-VERMELLES	RAE	428 672,00	32 974,77
	216207746 - SANGATTE	RAE	2 982 159,93	2 982 159,93
	246200018 - CC DU PAYS D'AIRE-SUR-LA-LYS	RAE	880 047,00	67 695,92
	246200117 - CC OPALE SUD	RAE	9 256 828,80	712 063,75
	246200216 - SIVOM REGION ETAPLES	RAE	1 506 376,00	115 875,08
	246201149 - CA DU CALAISIS	RAE	2 725 252,80	389 321,84
	256203936 - SYNDMC ELIM VALOR DECHETS MENAG CALAISIS	RAE	1 907 889,50	272 555,64
	63 - Puy-de-Dôme	216300756 - CHAMALIERES	RAE	32 240,00
216301135 - CLERMONT-FERRAND		RAE	16 982 654,84	1 306 358,06
		PCD	703 531,29	0,00
246300701 - CA CLERMONT COMMUNAUTE		RAE	5 572 897,78	428 684,45
256300120 - SMTC	RAE	6 302 430,79	484 802,37	
64 - Pyrénées-Atlantiques	200039204 - CC LACQ-ORTHEZ	RAE	275 811,00	21 216,23
	216400242 - ANGLET	RAE	112 140,30	8 626,18
	216404301 - ORTHEZ	RAE	121 799,70	17 399,96
	246401814 - CC DU PIEMONT OLORONNAIS	RAE	140 052,50	10 773,27
	256400110 - SIAEP REGION DE JURANCON	PCD	3 461 639,72	0,00
65 - Hautes-Pyrénées	216500595 - BAGNERES-DE-BIGORRE	PCD	613 591,79	0,00
	246500482 - CC HAUTE-BIGORRE	PCD	291 588,12	0,00

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
66 - Pyrénées- Orientales	200027183 - CA PERPIGNAN MEDITERRANEE	RAE	2 235 542,90	171 964,83
	200027183 - CA PERPIGNAN MEDITERRANEE	PCD	39 455 444,61	0,00
	216600080 - ARGELES-SUR-MER	RAE	55 425,00	4 263,46
	216601369 - PERPIGNAN	PCD	9 451 470,24	0,00
	216601807 - SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE	RAE	6 125 446,04	471 188,16
67 - Bas-Rhin	216700450 - BISCHOFFSHEIM	PCD	117 844,04	0,00
	216701318 - ESCHAU	RAE	9 870,05	759,23
	216703652 - OSTWALD	RAE	37 002,50	2 846,35
	246700223 - SIVOM MOLSHEIM MUTZIG	RAE	1 119 526,98	159 932,42
68 - Haut- Rhin	200023281 - M2A CA MULH ALSACE AGGLOM	RAE	1 808 608,08	139 123,70
	216800045 - ALTKIRCH	RAE	96 428,25	13 775,46
	216801126 - GUEBWILLER	RAE	2 593 789,43	199 522,26
	216801662 - KINGERSHEIM	RAE	311 366,54	23 951,27
	216802249 - MULHOUSE	RAE	8 947 660,00	688 281,54
	216802975 - SAINT-LOUIS	PCD	1 403 244,61	23 148,19
	216803155 - SOULTZ-HAUT-RHIN	RAE	3 704 201,58	529 171,66
	246800254 - SYNDMC MULHOUSE	RAE	5 847 236,30	449 787,41
	246800395 - CC VAL D'ARGENT	RAE	73 687,50	5 668,27
69 - Rhône	200046977 - METROPOLE DE LYON	RAE	100 996 035,99	7 768 925,85
	216900969 - GRIGNY	RAE	129 318,75	9 947,60
	216901496 - OULLINS	RAE	7 824 100,11	601 853,85
	216902767 - FEYZIN	RAE	3 748 531,60	535 504,52
	226900017 - DEP RHONE	RAE	127 107 724,41	9 777 517,26
	246900690 - CC CHAMOUSSET EN LYONNAIS	RAE	128 781,60	9 906,28
		PCD	153 169,93	0,00
	256900721 - SIVOM SYDER	RAE	1 182 544,60	90 964,97
256900796 - SIVOM MUROIS	RAE	51 813,00	3 985,62	
70 - Haute- Saône	217002856 - HERICOURT	PCD	217 299,01	0,00
	217005503 - VESOUL	RAE	5 109 949,43	393 073,04
	247000011 - CA VESOUL	RAE	426 000,89	32 769,30
	257003426 - SYNDMC OM COLL TRAITM - DEP HAUTE-SAONE	RAE	6 728 719,03	517 593,78
		PCD	786 510,28	0,00

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
71 - Saône-et-Loire	200026912 - SMEMAC	RAE	2 124,72	163,44
	217101054 - CHARNAY-LES-MACON	RAE	589 177,95	84 168,28
	217101765 - DIGOIN	RAE	2 299 480,99	328 497,28
	217102300 - GUEUGNON	RAE	68 223,10	5 247,93
	217103423 - PARAY-LE-MONIAL	PCD	116 657,13	0,00
	217104454 - SAINT-MARCEL	RAE	93 218,40	7 170,65
	247100290 - CU LE CREUSOT MONTCEAU-LES-MINES	RAE	9 326 422,28	717 417,10
	778596502 - OPAC SAONE ET LOIRE OPH	RAE	5 253 502,69	404 115,59
PCD		1 364 295,94	0,00	
72 - Sarthe	217200039 - ALLONNES	RAE	7 965 522,55	1 137 931,80
	217200088 - ARNAGE	RAE	80 967,60	11 566,80
	217200427 - BOULOIRE	RAE	55 910,34	4 300,80
	217200583 - CHANGE	RAE	4 189 262,39	581 882,40
	217201326 - FERTE-BERNARD (LA)	RAE	2 942 635,81	420 376,54
	217201540 - FLECHE (LA)	RAE	9 945 732,42	765 056,34
	217201805 - MAMERS	RAE	5 405 547,76	772 221,10
	217201912 - MAYET	RAE	300 473,00	23 113,31
	217202803 - SAINT-GEORGES-DU-BOIS	PCD	91 528,11	0,00
	257201467 - ASYMIX CIRCUIT DES 24 HEURES DU MANS	RAE	483 024,81	37 155,75
73 - Savoie	200023364 - SYNDMC SAVOIE DECHETS	RAE	51 807,98	3 985,23
	217300151 - ALLUES (LES)	RAE	83 683,60	6 437,20
	217300235 - AUSSOIS	RAE	409 059,00	58 437,00
	217300656 - CHAMBERY	RAE	15 879 022,97	1 223 586,84
	217301761 - MONTVALEZAN	RAE	2 529 339,23	361 334,18
	217302066 - PRALOGNAN-LA-VANOISE	RAE	72 246,40	10 320,92
	217302306 - SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS	RAE	424 855,90	32 681,22
	217302967 - TIGNES	RAE	5 381 170,66	768 738,68
	217303049 - VAL-D'ISERE	RAE	1 059 206,40	81 477,42
	247300189 - SIVOM SAINT FRANCOIS MONTGELLAFREY	PCD	5 521 481,29	0,00
	247300452 - CC MAURIENNE GALIBIER	RAE	2 030 854,00	290 122,00
	305120693 - REGIE AUTONOME - LES KARELLIS	RAE	29 934,40	2 302,65

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
74 - Haute-Savoie	217400100 - ANNECY	PCD	254 303,70	0,00
	217400431 - BONS-EN-CHABLAIS	RAE	854 880,66	65 760,05
	217400563 - CHAMONIX-MONT-BLANC	RAE	3 018 358,73	431 194,10
		PCD	391 992,73	0,00
	217400811 - CLUSES	RAE	4 530 580,44	348 506,19
	217400852 - CONTAMINES-MONTJOIE (LES)	RAE	4 207 768,77	601 109,82
	217401348 - GETS (LES)	RAE	3 397 420,55	485 345,80
	217401595 - MAGLAND	RAE	283 600,80	21 815,45
	217401736 - MEGEVE	RAE	9 701 175,48	1 385 882,22
	217402189 - PUBLIER	RAE	201 188,00	15 476,00
	217402247 - ROCHE-SUR-FORON (LA)	RAE	5 662 660,25	435 589,25
	217402429 - SAINT-JORIOZ	RAE	1 693 177,20	241 882,46
	217402569 - SALLANCHES	RAE	4 971 160,50	355 832,56
	217402643 - SCIONZIER	RAE	6 952 877,09	993 268,16
	217402684 - SEYNOD	RAE	8 809 692,19	1 258 527,46
	217402809 - THONES	RAE	139 840,89	19 977,26
	247400427 - CA D'ANNECY	RAE	2 557 525,39	196 732,72
	247400773 - CC DU PAYS DE FAVERGES//CC DES SOURCES DU LAC D'ANNECY	PCD	216 116,23	0,00
	247400849 - CC DES COLLINES DU LEMAN	RAE	315 139,20	24 241,48
	257400085 - ASYMIX ENERGIES AMENAGT NUMERIQUE(SYANE)	RAE	418 111,11	32 162,39
257402560 - SYNDMC D'AMENAGEMENT DU CHABLAIS (SIAC)	RAE	5 974 299,80	459 561,52	
349185611 - HAUTE-SAVOIE HABITAT	RAE	3 205 660,79	246 589,29	
	PCD	770 838,94	0,00	
75 - Ville de Paris	257500074 - SYNDMC SYCTOM	PCD	3 393 421,32	0,00
76 - Seine-Maritime	217600956 - BIHOREL	RAE	58 855,70	4 527,36
	217603190 - GRAND-COURONNE	RAE	12 930 375,30	994 644,25
	217603414 - HARFLEUR	RAE	227 638,16	32 519,74
	217604511 - MONT-SAINT-AIGNAN	RAE	38 640,00	2 972,31
	217604768 - NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON - PORT JEROME SUR SEINE	RAE	8 177 266,22	1 168 180,88
	217605757 - SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY	RAE	3 672 453,59	282 496,43
	217606813 - SOTTEVILLE-LES-ROUEN	RAE	10 027,80	771,37
	217607092 - TRAIT (LE)	RAE	25 898,40	1 992,18
	217607118 - TREPORT (LE)	RAE	3 199 746,75	457 106,68
	257604405 - SYNDC ELIM VALOR DECHETS MENAG (SEVEDE)	RAE	419 936,36	32 302,80
	257604447 - SIVU ETUDES DEFENSES LITTORAL-MERS TREP	RAE	105 886,80	8 145,14

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
77 - Seine-et-Marne	200035749 - CA MARNE LA VALLEE VAL MAUBUEE	RAE	31 650 141,18	2 434 626,24
		PCD	14 549 663,73	0,00
	217700533 - BRIE-COMTE-ROBERT	RAE	13 424,70	1 032,67
	217701085 - CHELLES	RAE	103 337,40	14 762,48
	217702885 - MELUN	RAE	7 720 979,35	593 921,49
	217703073 - MONTEVRAIN	RAE	564 627,60	43 432,89
	217703792 - PROVINS	RAE	2 463 851,60	198 230,46
	217704071 - SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY	RAE	26 155,50	2 011,96
	217704386 - SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES	RAE	110 200,00	8 476,92
	217704683 - TORCY	RAE	1 657 617,60	127 509,05
	217704790 - VAIRES-SUR-MARNE	RAE	56 975,00	4 382,69
	247700032 - CC MORET SEINE-ET-LOING	PCD	118 484,75	0,00
	247700370 - SAN SENART VILLE NOUVELLE / CA GRAND PARIS SUD	RAE	21 218 342,39	3 031 191,76
	257703397 - SIVOM EAU & ASST NEMOURS SAINT-PIERRE	RAE	785 627,10	60 432,86
	277700019 - OPH SEINE ET MARNE	RAE	18 028 937,23	1 386 841,33
		PCD	2 660 994,31	0,00
784960072 - MEAUX HABITAT	PCD	7 974 935,49	469 980,55	
78 - Yvelines	217800291 - AUBERGENVILLE	RAE	599 467,42	46 112,88
	217801232 - CARRIERES-SOUS-POISSY	RAE	6 681 650,12	513 973,09
	217801588 - CHESNAY (LE)	PCD	725 511,00	0,00
	217802065 - ECQUEVILLY	RAE	272 212,45	38 887,50
	217804400 - MUREAUX (LES)	RAE	78 336,00	6 025,85
	217804905 - PLAISIR	RAE	41 374 880,41	3 182 683,11
	217805175 - RAMBOUILLET	RAE	494 393,60	38 030,28
	217806215 - TRAPPES	RAE	82 173,60	6 321,05
	247800600 - CC PLAINES FORETS YVELINES/CA RAMBOUILLET TERRITOIRES	RAE	250 852,70	19 296,36
	257800656 - SITRU CARRIERES	PCD	473 075,10	0,00
	257825638 - SIRR DE RAMBOUILLET	RAE	253 290,90	36 184,42
79 - Deux-Sèvres	217900497 - BRESSUIRE	RAE	6 429 085,60	494 545,05
	217920073 - SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	RAE	8 074,58	621,12
80 - Somme	218000016 - ABBEVILLE	RAE	2 406 426,00	185 109,69
81 - Tarn	218100048 - ALBI	RAE	35 296,70	2 715,13
		PCD	175 546,91	0,00
	218100659 - CASTRES	RAE	555 582,55	42 737,12
	218102200 - RABASTENS	PCD	938 041,49	0,00
	228100012 - DEP TARN	RAE	2 243 844,90	311 432,42
PCD		1 161 446,57	0,00	

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
82 - Tarn-et-Garonne	218201259 - MONTECH	RAE	311 154,90	23 934,99
	228200010 - DEP TARN-ET-GARONNE	PCD	6 731 350,16	0,00
83 - Var	218300192 - BORMES-LES-MIMOSAS	RAE	120 096,00	9 238,15
	218300424 - COGOLIN	RAE	25 989,60	1 999,20
	218300507 - DRAGUIGNAN	RAE	41 157,00	3 165,92
	218300614 - FREJUS	RAE	1 163 028,00	89 463,69
	218301125 - SAINT-CYR-SUR-MER	PCD	512 864,52	0,00
	218301166 - SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	RAE	49 387,50	3 799,04
	218301190 - SAINT-TROPEZ	PCD	794 939,78	0,00
	218301265 - SEYNE-SUR-MER (LA)	RAE	7 949 991,68	611 537,82
	218301299 - SIX-FOURS-LES-PLAGES	RAE	3 203 904,00	246 454,15
84 - Vaucluse	218400034 - APT	RAE	614 158,48	87 736,92
	218400430 - ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE	RAE	3 969 666,90	305 358,99
	218400505 - GORDES	RAE	3 905 661,98	557 951,72
	248400210 - SIVOM DURANCE LUBERON A PERTUIS	RAE	6 112 819,63	470 216,89
	278400015 - OPH AVIGNON	PCD	217 366,93	0,00
85 - Vendée	200012268 - CIAS DU PAYS DE SAINTE HERMINE	RAE	2 310 994,71	330 142,10
	218501138 - ILE-D'YEU (L')	RAE	54 561,60	4 197,05
	218501286 - LUCON	RAE	187 050,00	14 388,46
		PCD	1 529 355,52	0,00
	218501781 - POIRE-SUR-VIE (LE)	PCD	1 015 837,90	0,00
	218501948 - SABLES-D'OLONNE (LES)	RAE	2 065 815,30	171 477,15
		PCD	1 680 607,05	0,00
	218502227 - SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE	RAE	2 722 226,49	388 889,50
	218502268 - SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ	RAE	37 275,00	2 867,31
	218502888 - TALMONT-SAINT-HILAIRE	PCD	98 629,62	0,00
	218502946 - TRANCHE-SUR-MER (LA)	RAE	91 908,00	7 069,85
	228500013 - DEP VENDEE	RAE	95 580,00	7 352,31
	248500258 - CC OCEAN MARAIS DE MONTS	RAE	3 474 392,16	267 260,94
	248500548 - CC PAYS DE SAINTE-HERMINE	RAE	4 838 825,77	691 260,82
	248500605 - CC DU PAYS DES OLONNES	RAE	313 245,46	24 095,81
	258502426 - ASYMIX PARC VENDEE ATLANTIQUE	RAE	2 307 307,58	177 485,20
	258502962 - SYNDMC ETUDES TRIVALIS	RAE	5 645 863,40	806 551,92
268500477 - LA GARNACHE - CCAS EHPAD L'EQUAIZIERE	RAE	91 715,08	7 055,01	
86 - Vienne	218600666 - CHATELLERAULT	RAE	859 250,66	122 750,10
	218600708 - CHAUVIGNY	RAE	55 276,00	4 252,00
	218601151 - JAUNAY-CLAN	RAE	6 504 140,76	500 318,52
	248600447 - CC DU LOUDUNAIS	RAE	208 649,40	16 049,95
	278600010 - OPH DE LA VIENNE	PCD	1 675 776,48	0,00

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
87 - Haute-Vienne	218711406 - PANAZOL	RAE	57 288,00	4 406,77
	238708507 - REG LIMOUSIN	RAE	8 011 134,46	616 241,11
	248719312 - CA LIMOGES METROPOLE	RAE	1 859,14	143,01
88 - Vosges	278801246 - OPH DE L'AGGLOMERATION D'EPINAL	PCD	270 201,71	0,00
89 - Yonne	218904647 - VILLENEUVE-SUR-YONNE	RAE	6 290 047,27	898 578,18
90 - Territoire de Belfort	249000118 - CC HAUTE SAVOUREUSE	RAE	131 456,00	10 112,00
	259000735 - SYNDMC-TRAIT-DECHETS-SERTRID	RAE	14 486 343,75	1 114 334,13
	279000038 - TERRITOIRE HABITAT	PCD	7 120 573,71	0,00
91 - Essonne	219101748 - CORBEIL-ESSONNES	RAE	691 932,20	53 225,55
	219101821 - COURCOURONNES	RAE	249 395,00	19 184,23
	219102233 - ETAMPES	RAE	148 386,00	11 414,31
	219103389 - LIMOURS	RAE	129 851,10	9 988,55
	219103454 - LONGJUMEAU	RAE	2 882 023,16	221 694,09
	219104346 - MORSANG-SUR-ORGE	RAE	133 499,10	10 269,16
	219105491 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	RAE	4 869 848,74	374 603,75
	259100170 - SYNDMC ASST VALLEE BIEVRE SIAVB	RAE	5 811 654,60	447 050,35
	289100992 - SDIS ESSONNE	RAE	4 907 146,06	377 472,77
PCD		157 248,39	0,00	
92 - Hauts-de-Seine	219200029 - ANTONY	RAE	4 847 956,98	372 919,77
		PCD	850 594,65	0,00
	219200045 - ASNIERES-SUR-SEINE	RAE	7 907 893,10	1 129 699,00
	219200078 - BAGNEUX	RAE	118 690,00	16 955,72
	219200094 - BOIS-COLOMBES	RAE	8 368 298,67	643 715,28
	219200144 - BOURG-LA-REINE	RAE	100 599,50	7 738,42
	219200193 - CHATENAY-MALABRY	RAE	2 872 230,69	220 940,82
	219200201 - CHATILLON	RAE	17 614 951,65	1 354 996,28
	219200243 - CLICHY	RAE	1 539 651,51	118 434,73
	219200441 - LEVALLOIS-PERRET	RAE	312 206,60	24 015,89
	219200631 - RUEIL-MALMAISON	RAE	4 404 449,70	338 803,83
		PCD	671 760,22	0,00
	219200649 - SAINT-CLOUD	RAE	467 483,10	35 960,24
279200323 - OPH DE COURBEVOIE	RAE	298 738,40	22 979,88	

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
93 - Seine- Saint-Denis	219300019 - AUBERVILLIERS	RAE	13 560 315,88	1 043 101,22
	219300050 - AULNAY-SOUS-BOIS	PCD	590 581,51	0,00
	219300068 - BAGNOLET	RAE	1 475 960,29	113 535,40
	219300084 - BOBIGNY	RAE	544 393,08	41 876,38
	219300290 - DRANCY	RAE	4 927 608,60	379 046,82
		PCD	1 744 591,28	0,00
	219300332 - GOURNAY-SUR-MARNE	RAE	87 248,00	6 711,38
	219300456 - LILAS (LES)	RAE	7 906 771,50	608 213,19
	219300514 - NOISY-LE-GRAND	RAE	69 560,40	5 350,80
	219300597 - PIERREFITTE-SUR-SEINE	RAE	209 100,00	16 084,62
	219300704 - SAINT-OUEN	RAE	626 327,00	48 179,00
	219300712 - SEVRAN	RAE	95 040,00	7 310,77
	219300720 - STAINS	RAE	7 907 546,81	1 129 649,54
	229300082 - DEP SEINE-SAINT-DENIS	RAE	31 967 105,00	14 989 567,33
	287500060 - CIG PETITE COURONNE	RAE	2 350 656,41	180 819,72
94 - Val-de- Marne	219400199 - CHENNEVIERES-SUR-MARNE	RAE	2 547 346,35	195 949,72
	219400488 - MAROLLES-EN-BRIE	RAE	101 553,40	7 811,80
	219400678 - SAINT-MANDE	RAE	2 246 097,30	172 776,72
		PCD	64 304,47	0,00
	219400686 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES	RAE	44 562 794,83	3 427 907,29
		PCD	2 441 167,94	0,00
	219400736 - THIAIS	RAE	4 098 054,58	315 234,97
		PCD	784 741,32	0,00
	219400744 - VALENTON	RAE	236 771,60	18 213,20
	219400769 - VILLEJUIF	RAE	18 776 450,60	1 444 342,35
219400785 - VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	RAE	179 790,60	13 830,05	
219400793 - VILLIERS-SUR-MARNE	RAE	5 872 115,52	838 873,64	
	PCD	2 699 717,42	0,00	

Département	Bénéficiaire	Régime d'aide	AE engagées (aide définitive ou montant plafond)	Aide versée au 31/12/2016
95 - Val-d'Oise	219500188 - ARGENTEUIL	RAE	21 219 284,66	1 632 252,67
	219500519 - BEAUCHAMP	RAE	11 797 473,80	1 685 353,40
	219501970 - DEUIL-LA-BARRE	RAE	5 318 666,70	409 128,21
	219502804 - GOUSSAINVILLE	RAE	12 739 929,36	1 819 989,92
		PCD	117 979,85	0,00
	219502887 - GROSLAY	RAE	3 903 834,41	300 294,95
	219503133 - ISLE-ADAM (L')	RAE	1 134 101,21	87 238,55
	219504271 - MONTMAGNY	RAE	2 320 287,50	178 483,65
	219504289 - MONTMORENCY	RAE	3 220 286,36	247 714,34
	219505393 - SAINT-BRICE-S-FORET	RAE	37 125,00	2 855,77
	219505559 - SAINT-GRATIEN	RAE	2 062 026,65	158 617,43
		PCD	357 849,22	9 208,91
	219505823 - SANNOIS	RAE	3 888 542,03	299 118,62
		PCD	4 277 941,14	0,00
	219505856 - SARCELLES	RAE	7 310 162,63	562 320,20
	219505989 - SOISY-SOUS-MONTMORENCY	RAE	1 653 200,60	127 169,28
	219506805 - VILLIERS-LE-BEL	RAE	5 639 435,29	433 802,72
	249500380 - CA VAL DE FRANCE/CA ROISSY PAYS DE FRANCE	RAE	3 688 572,70	283 736,36
259500023 - SIVU AZUR	RAE	8 325 927,64	640 455,97	
259500197 - SYNDMC ASST REGION ENGHIEU	RAE	8 580 515,80	660 039,68	
971 - Guadeloupe	229710017 - DEP GUADELOUPE	RAE	423 136,40	60 448,06
972 - Martinique	219722097 - FORT-DE-FRANCE	RAE	14 035 675,93	2 005 096,56
	229720016 - DEP MARTINIQUE/COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE	RAE	311 850,00	23 988,46
	451564298 - REGIE COMMUNAUTAIRE ODYSSEI	RAE	156 290,77	12 022,37
973 - Guyane	219733029 - CAYENNE	RAE	158 750,00	12 211,54
974 - La Réunion	219740073 - PORT (LE)	RAE	681 387,50	52 414,42
	219740099 - SAINT-ANDRE	RAE	4 730 129,81	363 856,14
	219740107 - SAINT-BENOIT	RAE	755 006,10	107 858,02
	219740115 - SAINT-DENIS	PCD	381 433,64	7 546,52
	219740123 - SAINT-JOSEPH	RAE	62 596,80	8 942,40
	219740180 - SAINTE-MARIE	RAE	389 697,20	29 976,71
987 - Polynésie française	229870019 - TERRITOIRE DE LA POLYNESIE FRANCAISE	RAE	1 999 461,20	285 637,32
988 - Nouvelle-Calédonie	011557600 - CCI DE NC	PCD	8 686 935,60	0,00
	200012490 - PROVINCE SUD	RAE	12 964,80	997,29
	200012508 - NOUMEA	RAE	40 147,50	3 088,27